
Les partis politiques russophones en Israël : quelle capacité de lobbying ?



Olena Bagno,
Zvi Magen

Décembre 2010

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2010

ISBN : 978-2-86592-802-6

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- A. Kreutz, « Syrie : le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient », *Russie.Nei.Visions*, n° 55, novembre 2010 ;
- S. Blank, « La politique russe en Extrême-Orient, quelle alternative à la Chine ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 54, août 2010 ;
- R. Craig Nation, « Redémarrage des relations russo-américaines : premiers résultats », *Russie.Nei.Visions*, n° 53, juillet 2010.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne via *Pearltrees* <www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1_87829/>.

Auteurs

Olena Bagno est titulaire d'une bourse de recherche Neubauer à l'Institut d'études sur la sécurité nationale (INSS) de Tel-Aviv. Elle prépare son post-doctorat à l'Université de Stanford en 2011. Elle mène des recherches sur la politique étrangère de la Russie au Moyen-Orient, ainsi que sur les mouvements migratoires et l'intégration politique des minorités. Parmi ses récentes publications : « The Price of Fear : Israel Beiteinu in 2009 », in M. Shamir et A. Arian (éd.); *The Elections in Israel—2009*, New Jersey, Transaction Publishers, 2010 ; « Vox Populi: Trends in Israeli Public Opinion on National Security 2004-2009 », (en collaboration avec Y. Ben Meir) INSS, *Memorandum*, n° 105, 2010 ; « The Big Game: The Great Powers in Central Asia and the Caucasus », INSS, *Strategic Assessment*, vol. 12, n° 4, 2010.

Zvi Magen est chercheur à l'Institut d'études sur la sécurité nationale (INSS) de Tel-Aviv. Il poursuit des recherches sur la politique russe au Moyen-Orient. Avant de rejoindre l'INSS, il a exercé des fonctions diplomatiques notamment au poste d'ambassadeur d'Israël en Ukraine et en Russie. Il a été responsable de l'organisation « Nativ » de 1999 à 2006 et a présidé l'Institut d'études eurasiennes au Centre interdisciplinaire d'Herzliya de 2006 à 2009. Parmi ses publications récentes, citons : « Whither Russia? », INSS *Insight* n° 210, 30 septembre 2010; « Adornment for the Syrian Bride? », INSS *Insight* n° 209, 21 septembre 2010 ; « Russian Arms Exports to the Middle East: A Means or an End? », (en collaboration avec Y. Sapir et O. Bagno), INSS, *Strategic Assessment*, vol. 13, n° 2, 2010.

Table des matières

RESUME	4
INTRODUCTION	5
LES PARTIS D'IMMIGRES ET LES DECISIONS DE POLITIQUE INTERIEURE.....	7
Intégration politique des immigrants	7
Les principaux partis « russes »	9
COMMUNAUTE RUSSOPHONE ET POLITIQUE ETRANGERE ISRAELIENNE... 11	11
Priorités politiques des partis communautaires.....	11
Les principaux acteurs	13
IMMIGRES DE L'EX-BLOC SOVIETIQUE ET RELATIONS BILATERALES	17
Perspective russe	18
Perspective israélienne	20
CONCLUSION	23

Résumé

Depuis 2009, le parti communautaire (d'immigrés russophones) Israël Beiteinou a acquis une certaine influence sur la politique étrangère et de sécurité israélienne. Il a remporté 15 sièges aux élections législatives de 2009 et son responsable, Avigdor Lieberman, est devenu chef de la diplomatie israélienne. Si les hommes politiques d'origine russe peuvent influencer dans certains cas sur les choix du gouvernement en matière de politique étrangère, il n'en demeure pas moins que leur influence reste limitée. Être immigré représente un handicap. Ils parviennent davantage à faire adopter des décisions de politique intérieure en faveur de leurs électeurs qu'à placer la Russie au rang des priorités de la diplomatie israélienne. Le Kremlin soutient dans une certaine mesure les initiatives des responsables d'origine russe, tout en étant conscient des limites de leur influence. A. Lieberman et les responsables politiques immigrés n'ont que peu d'emprise sur la politique étrangère israélienne, qui dépend toujours étroitement des positions défendues par le premier ministre Benjamin Netanyahu.

Introduction

En septembre 2010, le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a prononcé une allocution devant la 65^{ème} Assemblée générale des Nations unies au sujet des négociations de paix initiées par les États-Unis. Il a déclaré que la ligne directrice à adopter dans le cadre d'un accord final ne consistait pas à céder des terres contre la paix, mais à échanger des territoires habités¹. Il s'en est expliqué le lendemain en précisant qu'il s'agissait de son propre point de vue et non celui du gouvernement de coalition dont il est l'un des membres clés. En réaction à ces propos, le cabinet du premier ministre a rappelé que Benjamin Netanyahu, et non Avigdor Lieberman, menait les négociations². En s'exprimant ainsi, Lieberman s'adressait davantage aux Israéliens qu'à la communauté internationale. L'objectif était de renforcer sa position en vue des prochaines élections, pour lesquelles il devrait suivre la même ligne dure que celle adoptée en son temps par Ariel Sharon³. En outre, la réaction émise par l'entourage du premier ministre a illustré transparentement le rôle marginal du ministre des Affaires étrangères dans les négociations ayant trait aux grands dossiers de politique et de sécurité.

À la suite de ce discours, l'ancien président américain Bill Clinton a déclaré que les immigrés russes en Israël constituaient un obstacle majeur sur la voie d'un accord de paix. Il a illustré ses propos par une conversation qu'il avait eue avec le responsable politique israélien Nathan Sharansky, pour qui les immigrés russes étaient, avec les colons, les citoyens israéliens qui s'intéressaient le

Traduit de l'anglais par Anne-Marie Giudicelli.

¹ Discours d'Avigdor Lieberman à l'Assemblée générale de l'ONU, 28 septembre 2010 :

www.mfa.gov.il/MFA/Government/Speeches+by+Israeli+leaders/2010/FM_Lieberman_Addresses_UN_General_Assembly_28-Sep-2010.htm.

² « Netanyahu Says Lieberman U.N. Speech Doesn't Reflect Israel View on Peace Talks », AFP Global Edition, 28 septembre 2010,

<http://inform.com/politics/lieberman-speech-doesnt-reflect-israel-view-talks-pm-1575546a>.

³ Lieberman souhaite se positionner comme l'un des chefs de file de la droite. Lors des prochaines élections, son parti devrait renforcer le volet « national » de son programme et utiliser différentes stratégies électorales pour attirer les russophones et les électeurs de droite.

moins à la conclusion d'un accord de paix avec les Palestiniens et les opposants les plus déterminés à un partage des terres⁴.

Ces deux déclarations témoignent du poids croissant des responsables politiques originaires du bloc soviétique dans la politique israélienne, tant sur le plan national qu'extérieur, ce qui pourrait, en principe, permettre à la Russie de peser sur les choix politiques et économique d'Israël. Il importe par conséquent d'analyser l'influence de l'immigration soviétique sur la politique étrangère d'Israël, et plus particulièrement ses effets sur les relations entre Tel Aviv et Moscou.

La thèse que nous défendons dans cet article est que, bien qu'indéniable, l'influence croissante de l'immigration issue de l'ex-bloc soviétique n'a pas encore eu d'effets concrets sur les relations entre la Russie et Israël. La communauté russophone n'est pas suffisamment influente pour placer la Russie au cœur de l'agenda diplomatique d'Israël. Le Kremlin ambitionne certes de jouer un rôle sur la scène politique israélienne et soutient dans une certaine mesure les initiatives des milieux politiques russophones, notamment dans le domaine économique. Cependant, il est conscient des limites de son action, du peu d'emprise des immigrés russes sur les décisions de politique étrangère, et surtout de l'écart idéologique qui le sépare de la communauté immigrée en Israël, qui défend des positions beaucoup plus fermes sur le processus de paix ou les organisations comme le Hamas et le Hezbollah.

⁴ B. Clinton s'est également montré préoccupé par la crainte que les forces armées israéliennes, qui comptent de plus en plus d'immigrés russes dans leurs rangs, pourraient ne pas s'opposer avec toute la conviction requise aux colonies de peuplement. J. Rogin, « Bill Clinton: Russian Immigrants and Settlers Obstacles to Mideast Peace », *Foreign Policy*, 21 septembre 2010.

Les partis d'immigrés et les décisions de politique intérieure

Intégration politique des immigrés

En ce qui concerne le rôle de l'immigration dans le débat politique, Israël présente un modèle original qui s'explique par deux facteurs. Premièrement, les immigrés d'origine juive reçoivent automatiquement la nationalité israélienne en vertu de la Loi du retour tandis que le système électoral encourage la création de partis politiques constitués d'immigrés. Deuxièmement, la représentation proportionnelle sur le plan national permet aux représentants des minorités de participer à la vie politique du pays dès qu'ils rassemblent 2 % des voix.

Israël est l'une des rares démocraties à accorder de façon inconditionnelle la citoyenneté et les droits qui y sont attachés à ses immigrés. Tous les nouveaux arrivants (Croates, Roumains, Allemands, Lettons, Polonais, etc.⁵) peuvent en effet acquérir la nationalité israélienne en vertu de la Loi du retour⁶. Au-delà des implications pratiques, cette loi symbolise le lien entre le pays d'accueil et ses immigrés. En outre, Israël possède un système politique qui permet aux immigrés de créer leurs propres partis à l'échelle nationale⁷.

Les partis créés au milieu des années 1990 par les immigrés de l'ancien bloc soviétique ne font donc que perpétuer une longue tradition d'organisations politiques communautaires⁸. En 1996, est

⁵ Source: base de données de l'Observatoire sur la citoyenneté des démocraties de l'Union européenne

<http://eudo-citizenship.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=190&Itemid=33&search=1&country=Croatia&idmode=&page=2>.

⁶ En vertu de la Loi du retour (1950), les Juifs, descendants de Juifs, et certaines catégories de convertis peuvent s'installer en Israël et en acquérir la nationalité.

⁷ La double nationalité étant reconnue en Israël, les immigrés russes peuvent conserver leur nationalité d'origine. Dans certains pays de l'ex-Union soviétique, tels que l'Ukraine, cela n'est en revanche pas autorisé. Les citoyens de ces pays doivent alors renoncer à leur nationalité d'origine lorsqu'ils s'installent en Israël.

⁸ Avant même la création de l'État d'Israël, les immigrés présentaient des partis politiques communautaires à l'Asefat ha-nivharim, Assemblée nationale juive pendant le mandat britannique en Palestine (par exemple, le parti Aliyah a été fondé par des immigrés d'Europe de l'Est ; les Yéménites se sont regroupés au sein de

apparu le groupe parlementaire communautaire Gesher, qui a rejoint le Likoud en 2003. Israël-be-Aliyah, parti communautaire dirigé par Nathan Sharansky, a siégé à la Knesset de 1996 à 2003. Il a été progressivement supplanté par le parti Israël Beiteinou dirigé par Avigdor Lieberman⁹. Certains partis communautaires ont fini par se fondre dans des listes nationales (Choix Démocratique, Aliyah, Israël-be-Aliyah), tandis que d'autres (le Sha's et Israël Beiteinou) sont restés des organes politiques indépendants.

Plusieurs facteurs expliquent la longévité des partis créés par les immigrés de l'ancienne Union soviétique. Premièrement, cette communauté représente quelque 16 % de la population israélienne, un poids électoral qui se traduit par une vingtaine de députés¹⁰. Deuxièmement, la vague d'immigration soviétique a été massive et relativement limitée dans le temps (1991-1996), tandis que les arrivées de France, des États-Unis, du Canada ou d'Éthiopie par exemple se sont échelonnées sur plusieurs décennies¹¹. Troisièmement, les immigrés soviétiques sont très actifs au sein de la société civile, ce qui représente une dynamique politique forte. Ils gèrent un réseau extrêmement développé de ressources médiatiques russophones (radio, télévision, Internet, presse), ainsi qu'un grand nombre d'institutions culturelles et éducatives. Ils ont en outre tissé un réseau étendu d'associations prêtes à soutenir les initiatives politiques de leur communauté¹². La combinaison de tous ces facteurs explique le poids de la communauté russophone dans la sphère politique israélienne et le relatif effacement des autres groupes communautaires.

l'Association yéménite). Des années 1960 à la fin des années 1970, les partis communautaires peinent à s'imposer. Mais en 1984, un parti ouvertement communautaire d'orientation séfarade ultra-orthodoxe, le Sha's, apparaît sur la scène politique, il obtiendra trois sièges à la Knesset. Le Sha's est le seul parti communautaire à s'être maintenu plus de 25 ans sur la scène politique israélienne. Avec l'évolution de la culture politique et le passage du *melting pot* au multiculturalisme, les années 1990 se sont traduites par un développement sans précédent de nouveaux partis et de groupes parlementaires communautaires à la Knesset.

⁹ Pour plus de détails : O. Bagno : « The Price of Fear » in M. Shamir et A. Arian (éd.), *Elections in Israel—2009*, New Jersey, Transaction Publishers, 2010.

¹⁰ La Knesset compte 120 députés. Par rapport à la communauté russophone, les autres groupes communautaires, originaires de France, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et d'Éthiopie, sont minuscules, ils représentent moins de 1 % de la population totale d'Israël.

¹¹ La dernière décennie du XX^{ème} siècle a été marquée par plusieurs vagues d'immigration issues des pays de l'ex-bloc soviétique. À cette époque, Israël est la principale destination des émigrants d'origine juive. À partir de 1989, ils seront un million à rejoindre Israël. Pendant cinq ans, de 1990 à 1994, le flux migratoire augmente chaque mois de façon exponentielle : de 1 500 personnes en octobre 1989, il atteint le chiffre de 35 000 en décembre 1990. Depuis 1992, le nombre de candidats à l'immigration n'a plus dépassé 100 000 par an mais il a fallu dix ans pour qu'il retombe sous la barre des 50 000.

¹² O. Bagno, *The Invasion of Neo-Khazars or the Arrival of Democratic Man?*, (Thèse de doctorat). Université de Tel Aviv, Israël, 2010.

Les principaux partis « russes »

L'émergence de partis politiques « russes » a été favorisée par le Forum sioniste, association des Juifs soviétiques en Israël créée en 1988 et dissoute en 2001. La direction du Forum comptait 105 membres parmi lesquels Youri Stern, Ida Nudel et Avigdor Lieberman. Il était à l'origine un organe apolitique conçu par ses fondateurs comme un « ministère de l'Aliyah », une alternative au ministère de l'Intégration qui éprouvait des difficultés à intégrer convenablement les immigrés au marché du travail israélien. C'est sur la base du Forum, dirigé par Nathan Sharansky, qu'Israël-be-Aliyah a été créé.

Jusqu'à sa disparition en tant que parti indépendant, Israël-be-Aliyah s'est positionné comme le parti luttant contre les problèmes socio-économiques des immigrés. En 1996 et en 1999, le parti a bénéficié d'un soutien massif lui permettant d'obtenir sept et six sièges à la Knesset¹³. Mais cet enthousiasme a été de courte durée, il n'a obtenu que deux sièges au Parlement lors des élections de 2003 avant de se fondre dans le Likoud.

Si Israël-be-Aliyah était clairement un parti de minorité, Israël Beiteinou a toujours revendiqué un destin national. L'argument communautaire lui permettait de mobiliser les électeurs, mais son ambition était de représenter les intérêts de toute la population. Lors de la campagne électorale de 1999, Avigdor Lieberman, Michael Nudelman et Youri Stern sont parvenus à rallier une partie de l'électorat traditionnel d'Israël-be-Aliyah sur les thèmes de la sécurité et du nationalisme. En 2000, le parti rejoint l'Union nationale, alliance de partis confessionnels de droite, au sein de laquelle il a participé aux élections de 2003. La liste conjointe a obtenu sept sièges, dont quatre attribués à Israël Beiteinou. Lorsqu'il s'est séparé de l'Union nationale en 2006, Israël Beiteinou a récupéré les voix du parti anticlérical Shinui, très populaire en 2003 parmi les électeurs laïques immigrés de droite et dissous depuis. Cette dissolution a libéré en effet une vaste réserve de voix dont Israël Beiteinou ne pouvait pas bénéficier avec l'Union nationale, coalition d'orientation clairement religieuse. Le parti a obtenu alors sept sièges supplémentaires grâce à la communauté immigrée. Ces voix supplémentaires provenaient en partie du Shinui mais également des électeurs de Kadima, dirigé

¹³ À partir de 1992, le premier ministre est élu au suffrage direct. L'introduction de cette réforme expliquerait en partie la montée en puissance des petits partis dont Israël-be-Aliyah et Israël Beiteinou en 1999. Le premier ministre a été élu indépendamment de la Knesset en 1996, 1999 et 2001. Cette élection au suffrage direct a ensuite été abandonnée en raison du fractionnement trop important du Parlement.

par Ariel Sharon¹⁴. Grâce à sa stratégie d'ouverture, Israël Beiteinou a remporté quatre nouveaux sièges à la Knesset en 2009. Cette 18^{ème} Knesset comptait 16 représentants de la communauté russophone¹⁵, dont les huit députés d'Israël Beiteinou élus par plus de 56 % des électeurs russes (en 2009, les électeurs d'Israël Beiteinou étaient à plus de 64 % originaires du bloc soviétique). D'orientation libérale, Israël Beiteinou a défendu une position belliciste dans le conflit qui opposait Israël à ses voisins arabes et palestiniens. L'image composite du parti, qui a emprunté aux thématiques immigrée et nationale, a porté son chef, Avigdor Lieberman, au poste de ministre des Affaires étrangères, ce qui lui a permis d'exercer une certaine influence sur la politique étrangère et de sécurité d'Israël.

Le système israélien offre un terrain très favorable à l'expression politique des représentants issus de l'immigration. Jusqu'ici, ils se manifestaient presque exclusivement sur le plan de la politique intérieure car leur statut d'immigrés russes représentait un handicap dans le domaine de la diplomatie. L'activité de Lieberman au niveau international et son importance croissante sur le plan national ont laissé croire à un possible renforcement de l'influence de la communauté russophone sur la politique étrangère et de sécurité israélienne, fortement conditionnée par des considérations de politique intérieure et les orientations idéologiques des membres des gouvernements de coalition. La célèbre formule d'Henry Kissinger « Israël n'a pas de politique étrangère, seulement une politique intérieure » reste, à cet égard, tout à fait d'actualité.

¹⁴ M. Shamir, R. Ventura, A. Arian et O. Kedar, « Kadima Forward in a Dealigned Party System ? », in A. Arian et M. Shamir (éd.), *The Elections in Israel 2006*. Albany, State University of New York Press, 2008, p. 15-45.

¹⁵ Les russophones représentent plus de la moitié des représentants d'Israël Beiteinou à la 18^{ème} Knesset (75 % en 2006); 14 % pour Kadima, 7 % pour le Likoud et 18 % pour le Sha's. Source : <<http://izrus.co.il/obshina/article/2010-10-03/11934.html>> (en russe).

Communauté russophone et politique étrangère israélienne

Priorités politiques des partis communautaires

Au moment de créer un parti politique sur la base du Forum sioniste, en 1992, les immigrés disposaient d'encore peu de ressources administratives et financières. Quatre ans plus tard, Israël-be-Aliyah remportait sept sièges à la Knesset et adoptait une position centriste assez floue. Il soutenait le processus de paix, tout en affirmant le droit du peuple juif à la terre d'Israël et ne se prononçait pas sur le mode d'élection du premier ministre. Israël-be-Aliyah se caractérisait alors par un certain manque de clarté idéologique. Il cherchait surtout à répondre aux préoccupations de la communauté immigrée et faisait campagne en langue russe. L'étroitesse de sa vision et son absence d'ambition nationale conduisit Israël-be-Aliyah à la désaffection progressive de ses électeurs puis à sa dissolution.¹⁶ Israël Beiteinou, qui a choisi un positionnement différent, parvient alors à pérenniser sa position sur la scène politique en s'adressant à toute la population plutôt qu'aux seuls immigrés.

En 2006 et 2009, Israël Beiteinou choisit des thèmes de campagne portant sur la politique intérieure et la politique étrangère, sans s'appesantir sur les thèmes chers aux partis communautaires, tels que la promotion des intérêts nationaux de la Russie en Israël¹⁷. Trois messages politiques majeurs ont été diffusés lors de la campagne de 2009 : « Lieberman, j'ai confiance », « Pas de citoyenneté sans loyauté » et « Lieberman est le seul à comprendre l'arabe ».

¹⁶ Après avoir quitté Israël-be-Aliyah en 1996, Michael Nudelman et Youri Stern fondent Aliyah et intègrent l'Union nationale (15^{ème} et 16^{ème} Knesset). Roman Bronfman quitte le parti en 1999 pour rejoindre Meretz-Yahad, le bloc du Choix démocratique. Les membres les plus fidèles, Marina Solodkina et Youli Edelstein, rejoignent le Likoud après les élections de 2003, lorsque Sharansky, nommé ministre de Jérusalem, cède sa place à Solodkina. Celle-ci rejoindra Kadima en 2006 et restera à la Knesset. La 16^{ème} Knesset ne compte aucun parti représentant exclusivement les intérêts des russophones. Les 17^{ème} et 18^{ème} Knesset en revanche comptent respectivement 11 et 15 élus d'Israël Beiteinou, qui sont, pour environ les deux tiers, des russophones récemment immigrés.

¹⁷ O. Bagno, « The Price of Fear », *op. cit.* [9].

En octobre 2010, Lieberman présente au gouvernement un amendement à la loi sur la citoyenneté, contraignant les nouveaux citoyens non juifs à prêter allégeance à « l'État juif et démocratique d'Israël ». Selon lui, il reste certes des choses à régler au niveau de la loyauté et de la citoyenneté, mais il s'agit d'ores et déjà d'une avancée importante¹⁸. En 2010, Avigdor Lieberman positionne toujours Israël Beiteinou comme un parti national axé sur les préoccupations sécuritaires, tout en se gardant des thèmes trop spécifiques à la communauté russophone qui risqueraient de le faire apparaître comme partisan.

Contrairement aux élus des partis dits généralistes, les représentants de la communauté immigrée n'ont jamais refusé de participer aux gouvernements de coalition et ont accepté tous les ministères, grands ou petits, qui leur ont été proposés au cours des quinze dernières années¹⁹. Ils ont également occupé les postes de vice-ministres de l'Intégration et de l'Intérieur et les postes de présidents du Comité financier et du Comité pour l'immigration, l'intégration et la diaspora.

Les deux partis communautaires Israël-be-Aliyah et Israël Beiteinou ont adopté des démarches différentes au sein des coalitions gouvernementales. Le premier a toujours été un partenaire stable et n'a jamais démissionné, même lorsqu'il était en désaccord avec les décisions du gouvernement en matière de politique étrangère. Le second, au contraire, a plusieurs fois quitté la coalition pour protester contre des actions du gouvernement en faveur du processus de paix.

Les élections de 2006 et 2009 ont démontré qu'Israël Beiteinou s'imposait de plus en plus sur la scène politique nationale. Dans le champs des relations extérieures et de la politique de sécurité en revanche, il restait en retrait par rapport aux partis classiques²⁰. En effet, les responsables politiques immigrés doivent se consacrer aux

¹⁸ R. Medzini, « Barak Withdraws Support for Loyalty Oath Bill », *Ynetnews*, 10 octobre 2010, <www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3966999,00.html>. Le gouvernement israélien a approuvé un projet de loi demandant aux nouveaux citoyens non Juifs de prêter allégeance à Israël, « État juif et démocratique ». Cet amendement controversé représente une discrimination à l'encontre des Palestiniens, notamment ceux susceptibles d'acquérir la nationalité Israélienne par le mariage. B. Netanyahou a appuyé ce projet en échange d'un soutien des partis de droite de la coalition gouvernementale à l'extension du gel des colonies. Cet amendement a une portée plus symbolique que réelle mais reflète les tendances de plus en plus nationalistes au sein de la population.

¹⁹ Ministère de l'Intégration (Youli Edelstein-Israël-be-Aliyah, 1996-1999; Sofa Landver-Israël Beiteinou, depuis 2009), ministère de l'Intérieur (Sharansky-Israël-be-Aliyah, 1999-2000), ministère du Commerce et de l'Industrie, ministère du Logement et de la Construction (Sharansky-Israël-be-Aliyah, respectivement 1996-1999 et 2001-2003), ministère des Infrastructures nationales, ministère des Transports, ministère des affaires stratégiques et ministère des Affaires étrangères (Lieberman 2001-2010), ministère du Tourisme (Stas Misejnikov-Israël Beiteinou, depuis 2009).

²⁰ Nous faisons la distinction entre les responsables politiques issus de l'immigration (membres de la Knesset) et les chefs de parti Sharansky et Lieberman.

nombreux problèmes socio-économiques qui touchent leur communauté. Ils n'ont ensuite jamais appartenu à l'élite militaire, passage quasi obligé pour les responsables chargés des affaires étrangères et de la sécurité en Israël²¹. On leur reproche par ailleurs souvent de mal connaître l'histoire du pays, notamment la période antérieure à 1967. Enfin, ils restent handicapés par leur culture politique datant de l'époque soviétique et leur méconnaissance des processus décisionnels dans un cadre démocratique.

Les principaux acteurs

Il semble établi que les responsables issus de l'immigration ne peuvent avoir une influence sur la politique étrangère et de sécurité du pays que dans le cadre d'un parti communautaire. S'ils s'engagent dans des partis « généralistes », ils ne parviennent pas jusqu'au sommet de l'État. Nathan Sharansky et Avigdor Lieberman sont aujourd'hui les deux responsables russophones les plus influents, ils ont en effet réussi à occuper des postes leur permettant dans une certaine mesure d'influer sur la politique étrangère d'Israël.

En URSS, Sharansky militait activement pour les droits de l'Homme et était porte-parole du groupe moscovite de surveillance des accords d'Helsinki. Ancien « prisonnier de Sion », il a émigré en Israël en 1986. Il a été élu trois fois à la Knesset et a occupé les postes de vice-premier ministre dans le gouvernement formé par Ariel Sharon en 2001-2003, de ministre du Commerce et de l'Industrie, de ministre de l'Intérieur, de ministre du Logement et de la construction et de ministre chargé de Jérusalem. Sharansky et ses partisans sont convaincus que leurs idées sur la démocratisation des États arabes ont inspiré la politique néo-conservatrice de George W. Bush au Moyen-Orient²².

Sharansky n'a cependant jamais réussi à infléchir son image d'immigré russe en Israël, où ses idées étaient beaucoup moins populaires qu'à Washington. Trois raisons expliquent les limites de son influence : son pouvoir politique était insuffisant pour peser sur les décisions, ce domaine n'a jamais été pour lui une priorité et la Russie ne représentait pas un partenaire important pour les élites israéliennes. Au fil du temps, Sharansky a perdu le soutien de l'électorat immigré et a fini par quitter la scène politique. Il se

²¹ Y. Peri, *Between Battles and Ballots: Israeli Military in Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983; et U. Klein: *The Gender Perspective of Civil-Military Relations in Israeli Society*, *Current Sociology*, n° 50, 2002, p. 669-688.

²² I. Shumilina, *Kulturno-ideologicheskiy aspekt blizhnevostochnoy politiki adminitratsii G.Busha*, [Aspects culturels et idéologiques de la politique moyen-orientale de l'administration Bush], Institut d'études nord-américaines et canadiennes (thèse de doctorat en russe), Moscou, 2008.

consacre aujourd'hui à sa carrière universitaire. En 2009, il a été nommé président de l'Agence juive.

Bien qu'il n'ait entrepris une carrière politique qu'une fois arrivé en Israël à la différence de Sharansky²³, Lieberman est lui aussi considéré comme un homme politique « russe ». Trois raisons expliquent cela : la popularité dont il bénéficie dans la population immigrée ; une approche nationaliste « à la soviétique » concernant le règlement du conflit israélo-palestinien et une attitude intransigeante envers les Arabes israéliens ; et ses activités commerciales et politiques dans l'espace post-soviétique. Les détracteurs de Lieberman se plaisent à rappeler ses origines russes dans le but de discréditer son approche de la politique étrangère. Il est ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre depuis 2009. Dans le passé, il a occupé les postes de ministre des Transports, de ministre des Infrastructures nationales et de ministre des Affaires stratégiques. Il est révoqué en 2004 du gouvernement d'Ariel Sharon pour s'être opposé au plan de désengagement des territoires occupés et quitte le gouvernement d'Ehud Olmert en 2007 pour protester contre la conférence d'Annapolis²⁴.

Bien reçu à Moscou en tant que ministre des Affaires étrangères, Lieberman soulève moins d'enthousiasme à Washington. Il s'est rendu pour la première fois aux États-Unis dans le cadre de ses fonctions en juin 2009 après avoir rencontré le premier ministre Vladimir Poutine, le président Dmitri Medvedev et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en Russie. À Washington, Lieberman s'est entretenu avec la secrétaire d'État Hillary Clinton mais n'a pas été reçu par le président. Dans la plupart des États de l'Union européenne, Lieberman a été accueilli assez fraîchement en raison de ses positions radicales et de son pouvoir limité au sein de la classe politique israélienne. Il se rend en revanche régulièrement dans les pays de l'ex Union soviétique, notamment en Russie²⁵. Entre 2009 et 2010, Lieberman s'est rendu en Russie, en Moldavie, en Biélorussie, en Ukraine, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, en Lettonie et en Lituanie, et a rencontré ses homologues turkmène et ouzbek.

Lors de ses visites dans les pays de l'ex-bloc soviétique, Lieberman a plaidé en faveur d'une étroite coopération économique dans les domaines agricole, technologique (télécommunications,

²³ Lieberman a quitté la Moldavie (alors soviétique) pour venir s'installer en Israël en 1978, à l'âge de 20 ans. Inscrit à l'université hébraïque de Jérusalem, il a fait la connaissance de Tzachi Hanegbi qui l'a initié à la politique. Il milite de manière active aux activités politiques du campus dans le cadre du Kastel, cercle étudiant associé au Likoud.

²⁴ Cette conférence pour la paix au Moyen-Orient officialise pour la première fois, la solution à deux États pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

²⁵ Rien qu'entre décembre 2009 et janvier 2010, Israël a reçu à huit reprises la visite de responsables politiques russes de haut rang parmi lesquels le secrétaire du Conseil de sécurité, Nikolai Patrouchev et le président du Comité des affaires étrangères du Conseil de la Fédération, Mikhaïl Marguelov.

technologies de l'information, nanotechnologies et biotechnologie) et touristique. En Azerbaïdjan, il a évoqué l'idée d'un partenariat stratégique et d'une coopération technologique et militaire. Lors d'une conférence en présence de Sergueï Mironov, président du Conseil de la Fédération, Lieberman a répété que les relations stratégiques entre la Russie et Israël devaient aborder une nouvelle phase qualitative²⁶. Lors de sa rencontre en août 2010 avec Ramaz Nikolaishvili, ministre géorgien du développement régional et des infrastructures, il a en revanche déclaré qu'une coopération militaire entre les deux pays n'était pas à l'ordre du jour en raison du caractère sensible de la situation au Moyen-Orient et dans le Caucase²⁷. On peut imaginer que cette déclaration relevait d'un marché à plusieurs niveaux entre Tel Aviv et Moscou. En effet, quelques semaines plus tard, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, signait un accord de coopération militaire avec son homologue russe et, en octobre, la Russie annonçait qu'elle renonçait à un contrat de vente de plus d'un milliard de dollars de systèmes de missiles anti-aériens S-300 à l'Iran²⁸.

Les relations de Lieberman avec la Russie ne sont pourtant pas aussi étroites qu'il y paraît. En 2009, il a affirmé à plusieurs reprises que la Russie avait une forte influence sur le monde musulman et qu'elle était un partenaire stratégique au Moyen-Orient²⁹. Dans une interview accordée à la presse russe, il a déclaré qu'Israël ne prenait pas suffisamment en compte le rôle que pouvait jouer le Kremlin et qu'il avait l'intention d'y remédier³⁰. Un an et demi après, aucun effet concret n'a pu être observé dans ce domaine³¹. Au contraire, lors de sa visite en Israël en juin 2010, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réaffirmé le soutien de la Russie au Hamas dans toutes les négociations à venir concernant le problème palestinien et l'initiative arabe de paix.

Dans l'ensemble, Moscou fait donc preuve de prudence, et ses relations avec Israël n'ont pas sensiblement progressé ces deux dernières années, en dépit des origines « russes » de Lieberman. Cela s'explique notamment par le fait que la Russie considère Israël

²⁶ Discours prononcé à l'Institut de recherche Harry Truman pour la promotion de la paix (Université hébraïque de Jérusalem), 7 novembre 2010.

²⁷ En 2008, Moscou a sévèrement critiqué la coopération militaire entre Israël et la Géorgie. Depuis, Israël a cessé ses ventes d'armes à ce pays et fait tout pour calmer le jeu. « Cooperation between Israel, Georgia in Military Sphere is Out of Agenda », News.az, 19 août 2010, <www.news.az/articles/21273>.

²⁸ <www.strategypage.com/htm/htmurph/articles/20101011.aspx>.

²⁹ L. Galili et B. Ravid, « Lieberman: US Will Accept Any Israeli Policy Decision », *Haaretz*, 23 avril 2009. Source: <www.haaretz.com/print-edition/news/lieberman-u-s-will-accept-any-israeli-policy-decision-1.274559>.

³⁰ *Idem*.

³¹ Mis à part quelques tables rondes et événements médiatiques semi-officiels organisés entre la Russie et Israël au niveau de commissions et délégations parlementaires. Ces délégations ne comptaient aucun responsable de premier plan et n'ont eu aucune influence sur la politique étrangère et de sécurité d'Israël.

comme un moyen de promouvoir ses intérêts auprès des États-Unis, alors que les « Russes » israéliens exercent peu d'influence à Washington, ce qui les rend moins intéressants pour Moscou.

En dehors des milieux strictement politiques, on peut se demander si les oligarques russes ayant émigré en Israël ou ayant la nationalité israélienne exercent une influence quelconque sur les décisions du pays. De fait, on les soupçonne souvent de tenter d'orienter la politique locale de façon plus ou moins directe. Arkady Gaydamak, ainsi, a fondé le parti de la Justice sociale et a tenté sans succès de devenir maire de Jérusalem en novembre 2008³². De façon indirecte, Michael Tcherny et Vadim Rabinovitch auraient soutenu financièrement le camp Lieberman. Il est impossible d'évaluer précisément leur influence politique, mais elle semble surévaluée, notamment dans la presse israélienne russophone. Rien en effet ne semble prouver que les oligarques russes d'origine juive auraient un impact réel sur la politique étrangère israélienne.

³² En octobre 2010, Gaydamak a dû revenir en Israël assister à son procès pour fraude et blanchiment d'argent.

Immigrés de l'ex-bloc soviétique et relations bilatérales

Les études portant sur l'action politique des communautés immigrées se concentrent en général sur la relation triangulaire immigrés/pays d'origine/pays d'accueil. On a ainsi beaucoup écrit sur le lobbying communautaire en politique étrangère³³, mais l'immigration « soviétique » en Israël occupe une place à part. Plus attachés à leurs racines juives qu'à leur patrie d'origine, ces immigrés n'ont pas naturellement tendance à promouvoir les intérêts politiques de la Russie en Israël. En mai 2010, par exemple, Avigdor Lieberman a critiqué la Russie pour avoir livré des avions de chasse à la Syrie ; le ministre russe de la Défense, Anatoli Serdioukov, a par ailleurs confirmé en septembre 2010, lors d'une visite aux États-Unis, que la Russie vendrait des missiles de croisière P-800 Yakhont à ce pays. La dernière visite en Israël du ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, en juin 2010, a montré que la position des deux pays sur les négociations avec le Hamas ou le processus de paix demeure inchangée depuis l'arrivée de Lieberman à la tête de la diplomatie israélienne³⁴. Le point de vue de la Russie est très différent de celui d'Israël, et les origines soviétiques de Lieberman ne le rendent pas plus indulgent envers la Russie lorsqu'il est question de la sécurité d'Israël. Les deux pays ont des avis divergents sur le Moyen-Orient, le processus de paix et le conflit israélo-palestinien et en l'occurrence, les responsables politiques russophones se rangent résolument du côté d'Israël.

Jusqu'à une date récente, la Russie se montrait assez indifférente envers les russophones de l'étranger. Cette situation a changé quand elle a décidé d'investir dans ses relations avec sa diaspora et son intérêt s'est encore renforcé avec le retour d'Israël Beiteinou sur le devant de la scène politique en 2006 et 2009. Cette nouvelle orientation s'est traduite par l'engagement de responsables russophones dans des actions bilatérales officielles et semi-officielles (échange de délégations au niveau des commissions gouvernementales, multiplication de forums à caractère commercial,

³³ Y. Shain, *Kinship and Diasporas in International Politics*, Ann Arbor, Michigan University Press, 2007.

³⁴ S. Lavrov, « Rossiâ prodolžit kontakty s Hamas », [La Russie va poursuivre le dialogue avec le Hamas], 29 juin 2010, <<http://rus.ru/2010/06/29/10966174.html>>.

etc.), ce qui a permis de développer les liens culturels et commerciaux entre les deux pays. Ces actions n'ont cependant pas vraiment eu de répercussions au niveau de la politique étrangère et de sécurité.

Perspective russe

Sous la présidence de Vladimir Poutine, la position de la Russie vis-à-vis d'Israël a varié au gré des courants politiques. Aujourd'hui la Russie a adopté une approche globale sur la problématique du Moyen-Orient³⁵. Le Kremlin maintient ainsi des contacts amicaux avec l'ensemble du monde musulman tout en cultivant de bonnes relations avec Tel Aviv, ce qui témoigne d'une stratégie de Moscou visant à promouvoir le multilatéralisme et à réduire l'hégémonie des États-Unis dans la région par une activité diplomatique soutenue par l'ONU.

Les actions politiques de Moscou au Moyen-Orient sont dictées par trois objectifs prioritaires : le multilatéralisme (soit un rééquilibrage des processus à l'échelle internationale); la sécurité régionale ; les intérêts économiques. On retrouve souvent la conjonction de ces trois objectifs dans la politique régionale russe en l'absence de facteur diplomatique sous-jacent clairement identifié, par exemple à l'égard de l'Iran.

Le multilatéralisme : la Russie se sert du Moyen-Orient comme d'un outil de rééquilibrage pour contrebalancer l'influence des États-Unis dans la région et asseoir sa position sur la scène internationale³⁶. Elle récolte les fruits de son intermédiation sans avoir à répondre des effets éventuels. En outre, elle ne dispose pas des moyens logistiques qui lui permettraient d'assumer un rôle de leader dans la région³⁷. Elle exclut ainsi les opérations de maintien de la paix en Afghanistan ou en Irak, considérées comme trop coûteuses et risquées en termes d'image dans le monde arabe et préfère jouer la carte de l'assistance humanitaire, très médiatisée bien que peu visible sur le terrain³⁸.

³⁵ E. Stepanova, « Russia's Middle East Policy : Old Divisions or New? », *PONARS Policy Memo*, n° 429, Institute of World Economy and International Relations, Moscou, décembre 2006

<http://csis.org/files/media/isis/pubs/pm_0429.pdf>; conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, 2 mars 2009; discours de Peter Stegny, ambassadeur de Russie en Israël, à l'université de Tel Aviv, 11 mars 2009.

³⁶ R. Dannreuther, « Russia and the Middle East : Towards a New Cold War? » Conférence International Studies Association, New York, 15-18 février 2009.

³⁷ E. Margolis, « Russia: Big Threat or Paper Bear », 24 mars 2009 <www.lewrockwell.com/margolis/margolis142.html>.

³⁸ Lors de la guerre au Liban en 2006, la Russie a envoyé quatre avions chargés d'aide humanitaire et d'équipes médicales. Après l'opération *Plomb durci* à Gaza en 2008-2009, l'ambassadeur de Russie en Israël a souligné l'importance de

En ce qui concerne la *sécurité régionale*, une présence au Moyen-Orient permet à la Russie d'entretenir les conditions de sa propre stabilité intérieure, car les mouvements sociaux ou armés provoqués par la présence de troupes étrangères dans les pays de la région, les guerres civiles, les attentats terroristes ou les désordres politiques peuvent causer des réactions en chaîne. Tout débordement est un risque pour la sécurité de la Russie car elle ne dispose plus des installations militaires qui protégeaient les frontières méridionales de l'Union soviétique³⁹.

En coopérant avec les États arabes, la Russie défend ses *intérêts économiques*. Ses efforts ont redoublé depuis les années 1990, qui ont vu s'imposer les États-Unis comme force militaire et politique dominante dans la région. La Russie développe ses relations commerciales avec les pays arabes, qui constituent un débouché important en particulier pour son secteur militaro-industriel⁴⁰. Dans le même temps, elle veille à ne pas livrer d'armes offensives de pointe, ce qui mettrait en péril le fragile équilibre de la région⁴¹. En septembre 2010 par exemple, le président Medvedev a signé un décret interdisant « le transit *via* le territoire russe (y compris par voie aérienne), l'expédition depuis le territoire russe en Iran et le transfert à l'Iran en dehors de la Russie, de tout char de combat, véhicule blindé de transport de troupes, pièce d'artillerie de gros calibre, avion de chasse, hélicoptère d'assaut, bâtiment de guerre, missile ou système de missiles tels que définis par le Registre des Nations unies sur les armes conventionnelles, systèmes de missiles sol-air S-300 ainsi que le matériel et les pièces de rechanges y afférents »⁴².

La Russie s'intéresse aux technologies militaires de pointe qu'elle pourrait acheter à Israël. En octobre 2010, par exemple, Israel Aerospace Industries et Oboronprom ont conclu un contrat d'un montant de 400 millions de dollars prévoyant la livraison de drones à

l'engagement humanitaire de son pays. L'idée était d'envoyer deux avions chargés d'aide humanitaire à Gaza et de livrer à l'Autorité palestinienne 50 véhicules blindés de transport et deux hélicoptères. Les 50 blindés ont été acheminés en Jordanie pour être remis aux forces de sécurité de l'Autorité palestinienne.

³⁹ A. Kreutz, *Russia in the Middle East: Friend or Foe?*, Westport, Praeger, 2007, p. 10.

⁴⁰ Z. Magen, Y. Sapir, O. Bagno-Moldavski, « *Russian Arms Exports to the Middle East: A Means or an End?* », INSS, 2010, <[www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1283415051.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1283415051.pdf)>.

⁴¹ A. Kreutz, « Syria: Russia's Best Asset in the Middle East », *Russie.Nei.Visions*, n° 55, novembre 2010, <www.ifri.org/downloads/kreutzengrussiasyrianov2010.pdf>.

⁴² Ukaz Prezidenta Rossijskoy Federatsii « O merah po vypolneniyu rezolyutsii Soveta Bezopasnosti OON 1929 ot 9 iuniya 2010 g. » [« Décret présidentiel sur la mise en œuvre de la résolution 1929 de l'ONU sur l'Iran, adopté le 9 juin 2010 »], 22 septembre 2010, n° 1154,

<<http://graph.document.kremlin.ru/page.aspx?1;1298288>>.

la Russie. Mais en général, Moscou privilégie la coopération économique à la coopération militaire⁴³.

Pour résumer, la Russie ambitionne de jouer un rôle plus important dans le processus de résolution du conflit israélo-arabe, notamment par des missions d'intermédiation, ce qui lui permettrait de se valoriser à peu de frais sur la scène diplomatique⁴⁴. À cet égard, les élites politiques russes ne considèrent pas leurs homologues israéliens russophones comme des partenaires fiables, ni même désireux de faire avancer ces objectifs. Elles ont conscience que malgré un bagage culturel commun, les russophones d'Israël n'appartiennent pas à la diaspora russe au sens traditionnel du terme, et que leurs positions sur les relations israélo-arabes diffèrent de celles de Moscou.

Enfin, les relations que Moscou entretient avec Israël sont conçues comme devant servir au mieux les intérêts de la Russie à l'échelle régionale et internationale. Les relations bilatérales restent dans ce contexte en arrière-plan, ce qui explique que les réalisations de la Russie dans ce domaine soient relativement peu significatives.

Perspective israélienne

De son côté, Israël part de l'hypothèse que l'influence russe ne devrait pas se renforcer de manière significative dans la région. La Russie restera donc un partenaire secondaire, pragmatique, et émotionnellement moins impliqué que les États-Unis. Moscou continuera de considérer Israël comme un simple outil de promotion du multilatéralisme tant qu'il ne deviendra pas un partenaire économique intéressant. Cette perspective semble cependant assez éloignée au regard du modèle économique russe, fondé sur l'extraction des ressources naturelles, et la lenteur de sa réorganisation technologique. La coopération économique entre les deux pays semble néanmoins prendre de l'ampleur, en partie grâce à l'engagement actif des politiques russophones en Israël, qui agissent en ce sens. La Commission interparlementaire russo-israélienne de coopération économique s'est par exemple réunie trois fois depuis la nomination de Lieberman au poste de ministre des Affaires étrangères en 2009, alors qu'il n'y avait eu aucune réunion au cours

⁴³ En mai 2009, la Russie a ainsi annulé un contrat de fourniture de huit MiG-31E, modèle d'exportation du MiG-31 (classification OTAN: Foxhound-A) à la Syrie. Selon certaines informations, Israël aurait fait pression, mais on dit aussi que Damas ne disposait pas des fonds nécessaires et que, toujours pragmatique, la Russie aurait décidé de ne pas aggraver la dette de son partenaire à son égard. La Syrie avait apparemment l'intention d'utiliser ces appareils dans des missions de renseignements. Le contrat est actuellement suspendu *sine die*.

⁴⁴ Z. Magen, « Israel and Russian Foreign Policy », INSS, *Insight*, n° 132, 22 septembre 2009.

des quatre années précédentes (entre 2004 et 2009). Certains fonctionnaires du ministère israélien des Affaires étrangères sont convaincus que le renforcement des relations économiques peut amener la Russie à réorienter ses positions politiques sur la région dans un sens plus favorable à Israël⁴⁵.

Israël n'adapte pas sa politique étrangère et de sécurité en fonction des aspirations politiques de la Russie, et se soucie peu des réactions que ses décisions pourraient provoquer à Moscou. Cependant, l'idée exprimée par Lieberman selon laquelle Israël accepterait la Russie comme l'un des acteurs clés du processus de résolution du conflit israélo-palestinien pourrait devenir plus concrète si la Russie acceptait de se rapprocher des positions israéliennes. Israël ne cesse de souligner que la lutte contre le terrorisme fait partie de leurs objectifs communs. Par l'intermédiaire d'Ehud Barak, ministre israélien de la Défense, en visite à Moscou en septembre 2010, Israël s'est dit prêt à poursuivre les échanges d'expérience avec l'armée russe sur la lutte contre le terrorisme et le maintien de la sécurité. Lors d'une réunion avec Sergueï Mironov et Avigdor Lieberman en novembre 2010, le député israélien et ancien chef d'état-major Moshe Ya'alon a souligné que les liens entre les services de renseignements militaires était un atout dans le renforcement des relations entre Israël et la Russie. Il semble malgré tout que les Russes soient réticents à emprunter cette voie spécifique, d'abord parce qu'ils ont des méthodes de lutte différentes de celle d'Israël face aux conflits asymétriques et parce qu'ils s'intéressent plus particulièrement aux technologies militaires israéliennes susceptibles de stimuler le secteur militaire. Par ailleurs, lors d'une rencontre avec Ehud Barak à Sotchi, Vladimir Poutine a déclaré que la Russie envisageait la possibilité d'équiper l'aviation militaire israélienne avec des lasers russes, il a également indiqué que des discussions étaient en cours sur le déploiement éventuel en Israël d'une station laser russe dans le cadre du système de navigation russe par satellite Glonass⁴⁶.

Les milieux politiques russophones en Israël soutiennent l'idée d'une relance et d'un renforcement du partenariat économique et commercial entre la Russie et Israël. Le volume d'échanges entre les deux pays est passé de 12 millions de dollars en 1991 à 2,8 milliards de dollars en 2008. Il a diminué en 2009 en raison de la crise économique, mais les deux parties sont convaincues qu'une

⁴⁵ « Les Russes estiment que si la balance commerciale entre les deux pays augmentait de trois à dix milliards de dollars par an, Israël en ressentirait les effets dans tous les autres domaines ». B. Ravid « רוסיה מוכרת טילים לסוריה, ישראל חורקת » [Ventes de missiles russes à la Syrie: Israël serre les dents], *Haaretz*, 12 novembre 2010.

⁴⁶ « Russia, Israel Mull Laser Technology Deal », RIA Novosti, 6 septembre 2010, <<http://en.rian.ru/world/20100906/160488444.html>>.

coopération économique fructueuse est possible⁴⁷. Les responsables politiques natifs d'Israël négligent souvent cet aspect des relations bilatérales, alors que pour la partie russe, l'utilité économique demeure l'une des principales considérations dans l'articulation de ses objectifs de politique étrangère. Globalement, Israël est conscient que, dans un avenir proche, aucun acteur ne sera en mesure de supplanter les États-Unis dans la région.

⁴⁷ V. Poutine au cours d'une rencontre avec B. Netanyahou, 16 février 2010, <<http://premier.gov.ru/eng/events/news/9424/>>.

Conclusion

Les partis communautaires disposent d'un fort potentiel d'influence sur la politique intérieure israélienne en raison d'une conjonction de facteurs institutionnels, politiques et socio-démographiques. Cependant, jusqu'à présent, cette influence théorique est restée presque exclusivement circonscrite à la scène intérieure. Une certaine évolution a commencé à se faire sentir en 2006 ; le succès électoral d'Israël Beiteinou en 2009 a ensuite renforcé la position d'Avigdor Lieberman, ce qui a permis au parti de négocier des postes importants. Aujourd'hui, le parti se tourne vers la politique étrangère et de sécurité mais dans les faits, son influence reste limitée, et les origines soviétiques de son leader sont un obstacle considérable à l'élargissement de son pouvoir politique.

Le poids politique croissant des immigrants de l'ex-Union soviétique en Israël n'a pas permis à Moscou d'élargir sa marge de manœuvre dans ses relations avec Tel-Aviv. En tant que chef de la diplomatie, Lieberman a appelé à une nouvelle ère de coopération entre Israël et la Russie, mais cette volonté ne s'est pas traduite par des avancées significatives, ce qui peut s'expliquer par plusieurs raisons. Les points de vue russe et israélien sur les grands problèmes régionaux (colonisation des territoires palestiniens, coopération militaro-technique avec la Syrie et nucléaire iranien notamment) diffèrent radicalement, même si Dmitri Medvedev a plusieurs fois critiqué publiquement l'Iran. En outre, les États-Unis demeurent le principal acteur international au Moyen-Orient et la Russie est incapable de prendre sa place. Moscou considère Israël comme l'allié des États-Unis et ne s'attend pas à ce que Tel Aviv favorise ses intérêts dans la région. La priorité pour le Kremlin est d'entretenir des liens de coopération avec le monde arabe. De fait, bien qu'Israël ait tout intérêt à faire de la Russie une nation amie, voire un allié politique, les relations politiques demeurent limitées, sauf sous certains aspects⁴⁸. Enfin, les milieux politiques russophones en Israël sont considérés comme des outsiders par la plupart des leaders européens et américains, qui préfèrent traiter avec des acteurs politiques « natifs ». En pratique, Washington préfère communiquer directement avec Ehud Barak et Benyamin Netanyahu sans passer par Lieberman.

⁴⁸ Z. Magen, « Israel and Russian Foreign Policy », *op. cit.* [44].

Quoi qu'il en soit, si Israël Beiteinou continue de se renforcer en attirant de nouveaux électeurs non immigrés sans perdre son avantage dans la communauté russophone, ses succès électoraux pourraient se traduire à moyen terme par un accroissement progressif de son influence dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité.